

GRÈVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Les enseignants toujours mobilisés

Une fois de plus, les syndicats autonomes de la Fonction publique ont administré au gouvernement la preuve de leur représentativité. La mobilisation, à l'appel de la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique, a été, hier, en effet des plus larges qui soient dans un contexte tel que celui où le gouvernement, la veille, menace et la justice déclare le débrayage illégitime.

La détermination dont ont fait preuve les fonctionnaires renseigne sur le degré de maturité des représentations syndicales qu'ils se sont donné, lesquelles, il faut bien le dire, ne se laissent point intimider par les menaces désormais coutumières que les pouvoirs publics préfèrent à leur rencontre.

Le communiqué du gouvernement, diffusé samedi et qui a qualifié les initiateurs de ce mouvement de grève «d'agitateurs», a raté lamentablement de dissuader la Coordination nationale des syndicats autonomes. Bien

au contraire, cette sortie du gouvernement a renforcé la conviction des fonctionnaires qui ont massivement adhéré au mouvement de grève. Notamment les enseignants, tous paliers confondus, qui ont réussi à paralyser quasi-entièrement les établissements scolaires. Le gouvernement, sa torpille ayant loupé sa cible, a dû déjà, cette première journée de grève réussie, ressentir les contrecoups de l'attitude qu'il a observée jusque-là envers les syndicats autonomes.

Le gouvernement a dû comprendre, depuis hier et même bien avant, que le pacte social paraphé avec la Centrale syndicale ne prémunit en rien contre l'agitation sociale. Son erreur a été justement de croire que l'UGTA pouvait encore officier en soupape. Les syndicats autonomes, qui ont démontré largement leur ancrage dans les milieux professionnels, ont toujours été tenus à l'écart des négociations que le gouvernement a eu à entreprendre avec la Centrale syndicale, considérée

comme seul partenaire social. L'erreur était justement dans ce que les pouvoirs publics ont entretenu comme rapports de partenariat exclusif avec l'UGTA. Au point d'ailleurs que les fameux statuts particuliers ont été élaborés à l'insu des fonctionnaires. Un état de fait dénoncé par les syndicats autonomes à travers le déclenchement de mouvements de grève cycliques. La nouvelle grille des salaires, dont le gouvernement a cru se servir comme meilleure parade face aux grognes professionnelles, n'a pas résisté devant la réalité d'un pouvoir d'achat tellement dégradé qu'il la rend inefficace. Ceci avant même qu'elle ne connaisse d'application effective. L'illusion ne trompe plus beaucoup de monde. Les syndicats de la Fonction publique le font savoir. Au gouvernement de saisir la portée du message délivré mais surtout d'y apporter les réponses adéquates.

Sofiane Aït Ilfils

SIDI-BEL-ABBÈS

Le CHU en force

Les travailleurs de la Fonction publique, déterminés à faire aboutir leurs revendications, ont renoué dans la journée du d'hier avec un mouvement de grève qui devra en principe s'étaler sur trois jours et ceci, afin de contester l'érosion du pouvoir d'achat des fonctionnaires et exiger en parallèle la reconnaissance des syndicats autonomes en tant que partenaires sociaux dans les négociations pour l'élaboration des statuts particuliers. A Sidi-Bel-Abbès, le mouvement de grève est mitigé : tantôt bien suivi, tantôt faiblement, dans plusieurs secteurs, et le taux de suivi selon la cellule de communication de la wilaya n'a pas excédé 1,15%, pour l'ensemble des fonctionnaires. Dans ce faible pourcentage, le CHU, lui, s'inscrit en force avec un suivi de 51% avec 130 grévistes sur les 254 y exerçant. Le CHU est talonné par l'éducation nationale avec 3,59% où l'on notera que ce sont surtout les CEM et les écoles primaires qui ont adhéré à ce mouvement.

Dans les autres secteurs, cette grève n'a pas été suivie, ou très peu suivie, comme par exemple à la wilaya, la daïra et l'APC. Les services vétérinaires affiliés à la SNVFP ont eux observé une journée de protestation dans la journée d'hier, et le taux de suivi est de 100%.

Selon l'inspecteur du service, cette journée de protestation n'a pas de lien avec la grève organisée par la Fonction publique.

Cette grève de la Fonction publique a été décidée par la coordination nationale qui regroupe douze syndicats autonomes de différents secteurs de la Fonction publique.

Or, les affiliés parmi les fonctionnaires à ces syndicats sont peu nombreux, ce qui explique le faible taux enregistré. Beaucoup de fonctionnaires disent craindre la sanction avec retenue sur leur salaire, mesure qui a dissuadé plus d'un dans l'adhésion à ce mouvement de grève.

A. M.

«Totale réussite !» selon Meziane Meriane

Depuis le bureau de wilaya du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), une classe pratiquement vidée du mobilier scolaire, située au deuxième étage de l'école primaire Aïssat-Idir à Alger, le porte-parole de la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique, Meziane Meriane, assure le suivi du mouvement de débrayage.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - La spacieuse salle de cour où seuls le tableau couvert de coupures de presse, trois bureaux et deux armoires fait office de quartier général. Meziane Meriane, par ailleurs président du Syndicat national des professeurs d'enseignement secondaire et technique (Snapest) se charge dès 8 heures du matin, de la centralisation des informations sur la grève à travers tout le territoire national.

Le téléphone portable collé à l'oreille, il répond tantôt en arabe, tantôt en français ou en kabyle, aux appels des journalistes et des délégués syndicaux des différentes wilayas. Visiblement les nou-

velles sont bonnes. Et le porte-parole de la coordination est plus que satisfait. Il annonce «sans exagération» des taux de suivi de «100% dans le secteur de la santé, 80% dans l'administration, l'enseignement supérieur et l'éducation».

Cette grève est une «totale réussite», affirme le porte-parole de la coordination intersyndicale qui suit seul, le mouvement depuis le quartier général. «Les autres cadres syndicaux sont bloqués sur les routes menant au centre-ville à cause de la visite du président de la République à Alger», nous explique-t-il.

A 11h30, les journalistes commencent à affluer en prévision de la conférence de presse devant se tenir à la mi-journée. «Malgré le propos diffamatoire du chef du gouvernement, les pressions de l'administration, l'intox et la désinformation qui nous rappellent les méthodes dignes des années 1970, nous avons réussi à mener notre mouvement de débrayage», dira le conférencier devant un parterre de journalistes.

«Les déclarations du chef du gouvernement n'ont pas eu raison de notre détermination et n'ont

pas freiné notre élan», poursuit-il en soulignant que «le dynamisme n'est pas cassé en dépit des pressions que nous avons subies». Meziane Meriane parle d'une paralysie totale dans plusieurs wilayas dont Oran, El Bayadh, Béchar et Adrar.

«Qui est responsable de la précarité des fonctionnaires et du laminage de leur pouvoir d'achat ? Qui a exclu les syndicats de toute négociation ? Qui est responsable de l'inflation galopante et non contrôlée ? s'interroge encore Meziane Meriane pour qui «la protestation reste le dernier recours» pour arracher les droits socioprofessionnels des travailleurs.

Une protestation que la coordination compte poursuivre aujourd'hui et demain, en guise de réponse à la politique de «mépris» témoignée par les pouvoirs publics à l'égard des travailleurs. Les syndicalistes en veulent pour preuve, les «850 à 1 200 dinars d'augmentation de salaires» des corps communs de l'éducation nationale à partir du mois de mars prochain. «Une augmentation insignifiante au regard de l'inflation», estiment-ils.

L. M.

SUIVI MASSIF DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Les trois paliers de l'enseignement paralysés

Les enseignants des trois paliers ont répondu, hier, dans leur grande majorité, à l'appel à une grève de trois jours lancé par la coordination qui regroupe onze syndicats de la Fonction publique.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le mouvement de protestation a paralysé, hier, le secteur de l'éducation avec un taux de suivi estimé à plus de 80%, selon M. Meriane, porte-parole de la Coordination nationale des syndicats de la Fonction publique. Selon ce syndicaliste, les enseignants ont répondu à l'appel à la grève, en masse, dans les quarante wilayas du pays et même dans les régions reculées du Sud. Hier dans les rues de la capitale, les élèves des cycles primaire et moyen notamment, sont revenus bredouilles de leurs établissements scolaires en raison du débrayage des enseignants.

De ce corps, qui, ces dernières années, a multiplié les mouvements de protestation, exprime ainsi pour la première fois son ras-le-bol devant le mutisme affiché de la tutelle face à ses revendications. La nouvelle grille des salaires a été la goutte d'eau qui fait déborder le vase et est décrite «comme une véritable supercherie

qui est loin de répondre aux attentes des travailleurs de la Fonction publique, en général, et aux travailleurs de l'éducation, en particulier».

Pour ce qui est du suivi de la grève qui s'étalera sur trois jours, M. Meriane a précisé, hier, que le taux de suivi le plus important a été enregistré au niveau des établissements du primaire et du secondaire. Il a été estimé à plus de 90%.

Le taux annoncé, hier, pour ce qui est du secondaire a été de 70%. Le porte-parole de la Coordination nationale des syndicats de la Fonction

publique précisera en outre que les examens ont été programmés par la tutelle de façon à coïncider avec le mouvement de protestation. De ce fait les enseignants grévistes, qui avaient déjà déposé les sujets, ont fait surveiller les épreuves par des enseignants non grévistes et des adjoints de l'éducation.

Pour ce qui est des enseignants qui se sont joints au mouvement de protestation, ils ont tout simplement reporté les examens à une date ultérieure.

F.-Z. B.

DÉBRAYAGE DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Non suivi à Alger, généralisé à l'intérieur du pays

Le mot d'ordre de grève lancé depuis hier, pour une durée de trois jours, par la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique n'a pas eu le résultat escompté, du moins, pour ce qui est des différentes antennes administratives reliées aux collectivités locales.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Les fonctionnaires des daïras, des assemblées populaires de wilaya et des communes qui ont favorablement répondu au débrayage du 15 janvier dernier, ont tourné le dos cette fois-ci, à ceux qui ont appelé à la grève, en préférant assumer leur tâche, sans aucune perturbation. C'est le constat fait hier à Alger, lors d'une tournée dans différentes antennes administratives. Dans les daïras de Bir-Mourad-Rais, Hussein-Dey, Sidi M'hamed, les fonctionnaires n'ont pas quitté leurs lieux de travail. Faisant face à des salles qui ne désemplissaient pas de

citoyens, les agents administratifs travaillaient en toute sérénité, ignorant, volontairement pour certains, et par crainte de représailles pour d'autres, l'appel de la coordination. «On a déjà fait la grève il y a un mois mais aujourd'hui, je crois qu'on n'est pas concerné», a répondu un agent de l'administration. Partageant sans équivoque les revendications formulées par la coordination des syndicats autonomes, notamment celles relatives à l'application de la nouvelle grille des salaires et l'amorce des négociations sur les statuts particuliers, les fonctionnaires de l'administration publique craignent toutefois de voir leur implication dans la grève se retourner contre eux. C'est ce qui s'était passé il y a deux années avec les travailleurs du Trésor public. «Nous avons fait une journée de protestation et nous avons eu des ponctions sur salaire de quatre jours», a déclaré un agent à la caisse principale du Trésor public, sise place des Martyrs. Les

employés de cet établissement ne sont pas syndiqués, même s'ils se sont organisés pour avoir leur propre syndicat, celui-ci n'a jamais eu l'agrément. Par ailleurs, le taux de suivi de la grève au niveau de l'administration publique, à l'intérieur du pays, est impressionnant, selon les chiffres avancés par le Snapest. Si Alger est restée muette au mot d'ordre de la coordination, ce n'est pas le cas à M'sila par exemple où l'administration a été paralysée à 100%. L'hôpital de Constantine a été complètement paralysé, sachant que médecins, paramédicaux et personnel de l'administration étaient tous au rendez-vous du débrayage. Même situation rapportée à Tlemcen. A Khenchela, le département des Affaires religieuses a rejoint le mouvement. Selon M. Belamouri, cadre de la Snapest, «cette grève a été une grande réussite au niveau de l'administration, à l'échelle nationale et a eu un engouement moindre à Alger.»

R. M.